

### **Annexe III. Financement des charges de personnel et de l'effet-prix pour les établissements ex-DG**

#### **1. Les mesures de reconduction : mesures salariales globalisées et effet-prix**

Les montants destinés à compenser l'effet-prix et les charges de rémunération supplémentaires (hors financements fléchés) ont été globalisés et répartis pour les établissements ex-DG entre la masse tarifaire de l'ODMCO, la dotation MIGAC et l'ODAM. Pour les dotations, les mesures de reconduction se traduisent par une hausse des financements de 1,7% des montants DAF et des dotations MIGAC.

Il a été tenu compte du coût d'une éventuelle transposition des mesures prévues pour les agents de la fonction publique et les praticiens hospitaliers du secteur public aux établissements privés anciennement sous dotation globale.

Outre la revalorisation des charges à caractère médical, hôtelier et général afin de prendre en compte l'inflation, cette enveloppe commune intègre le financement des charges suivantes :

##### *L'ensemble des mesures salariales générales*

Les moyens financiers supplémentaires attribués aux établissements de santé incluent le financement de l'augmentation du point de la fonction publique, du « glissement vieillesse technicité » (GVT), de la reconduction de la garantie individuelle du pouvoir d'achat, des allocations de formation versées dans le cadre du droit individuel à la formation, du remboursement des frais de transport domicile-travail, de la dernière hausse de la cotisation au fonds de mutualisation des études promotionnelles.

##### *La mise en œuvre du protocole 2006-2009*

Il s'agit du financement de la dernière tranche du Protocole BERTRAND signé le 19 octobre 2006:

- troisième et dernière tranche de la mesure concernant la catégorie B, filière paramédicale - soignante, médico-technique et de rééducation - correspondant au relèvement du quota statutaire pour le passage de la classe normale à la classe supérieure (40% en 2009),
- troisième et dernière tranche de la mesure relative à la valorisation des fonctions d'assistants des responsables de pôles d'activités cliniques et médico-techniques (attribution d'une prime forfaitaire de 100 euros bruts),

##### *La revalorisation de la rémunération des agents de catégorie C*

Le coût de la revalorisation des grilles indiciaires des corps de catégorie C effective au 1<sup>er</sup> juillet 2008 (application du décret n° 2008-1268 du 3 décembre 2008) a été intégré dans les tarifs et les dotations.

*La revalorisation du traitement brut minimum de la fonction publique suite à la hausse du SMIC au 1<sup>er</sup> mai 2008 a également été prise en compte.*

## **2. Les mesures catégorielles relatives au personnel médical**

### **2.1. Le financement de la transformation d'emplois HU de MCU-PH d'Odontologie à temps partiel en emplois à temps plein**

Les MCUPH d'odontologie sont à ce jour 404 dont 313 exercent à temps partiel. Afin de valoriser l'activité de soins des MCUPH d'odontologie, il a été décidé d'accompagner le financement de la transformation d'un certain nombre d'emplois à temps partiel en temps plein.

Pour l'année 2009, la transformation de 14 postes financés par l'enveloppe MIGAC est prévue. Le montant correspondant à ces transformations en emplois temps plein s'élève à 453 600 euros.

### **2.2. Les autres mesures prévues seront financées dans le cadre des prochaines délégations de crédits**

#### *Les emplois de consultants*

Comme les années précédentes, les crédits pour les postes de consultants seront délégués en fin d'année. Il appartient aux centres hospitaliers universitaires de faire remonter le plus rapidement possible les décisions préfectorales de nomination ou de renouvellement à la mission « gestion » de la sous-direction des ressources humaines du système de santé de la DHOS.

#### *L'augmentation du nombre d'internes au titre de l'année universitaire 2009/2010*

Cette mesure figurera dans une prochaine circulaire budgétaire. Une enveloppe de crédits en MIGAC lui a été réservée.

#### *La nouvelle prime de responsabilité versée aux internes de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> année*

Une prime de responsabilité destinée à valoriser la part importante que prennent les internes en médecine et en pharmacie de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années dans l'activité hospitalière est créée. D'un montant annuel brut de 2000 €, elle sera versée mensuellement à compter du 1<sup>er</sup> mai 2009.

Pour les internes en médecine de 5<sup>e</sup> année, le montant annuel sera porté à 4000 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le décret modifiant le code de la santé publique et l'arrêté correspondant sont actuellement en cours de signature.

#### *La procédure d'intégration des pharmaciens dans les corps hospitalo-universitaires (PU-PH et MCU-PH)*

Les crédits seront délégués dès que les établissements d'affectation des personnels intégrés seront connus.

### *La création de 200 postes d'assistants spécialistes partagés (conventions de coopération CHU/CH)*

Cette mesure est destinée à renforcer la démographie médicale dans les régions où les besoins en jeunes professionnels seront demain les plus importants, par accroissement des possibilités de post internat.

Le financement de ces 200 postes sera imputé sur la dotation MIGAC. Le dispositif est subordonné à l'identification, par les ARH, des spécialités éligibles afin de combler un déficit constaté au regard des capacités de formation régionales et de la démographie des professionnels.

La délégation des crédits correspondants sera effectuée dans une prochaine circulaire.

### **3. Le soutien au recrutement d'apprentis préparateurs en pharmacie hospitalière**

138 établissements de santé recruteurs pour la session 2008-2009 recevront une dotation sous forme de MIGAC ou de DAF, d'un montant de 5 267 euros par apprenti pour la métropole et de 8 267 euros par apprenti pour la région Antilles-Guyane. Au total, 1,164 millions d'euros sont alloués à ce titre.

### **4. La proratisation de la rémunération des praticiens à temps partiel sur la rémunération des praticiens hospitaliers à temps plein.**

Afin d'aligner leur rémunération sur leur temps de travail (6 demi-journées hebdomadaires), il a été décidé, de mettre en œuvre, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, la 1<sup>ère</sup> phase de proratisation de la rémunération des PH à temps partiel sur la base de 6/10<sup>e</sup> contre 6/11<sup>e</sup> auparavant.